

RADIO

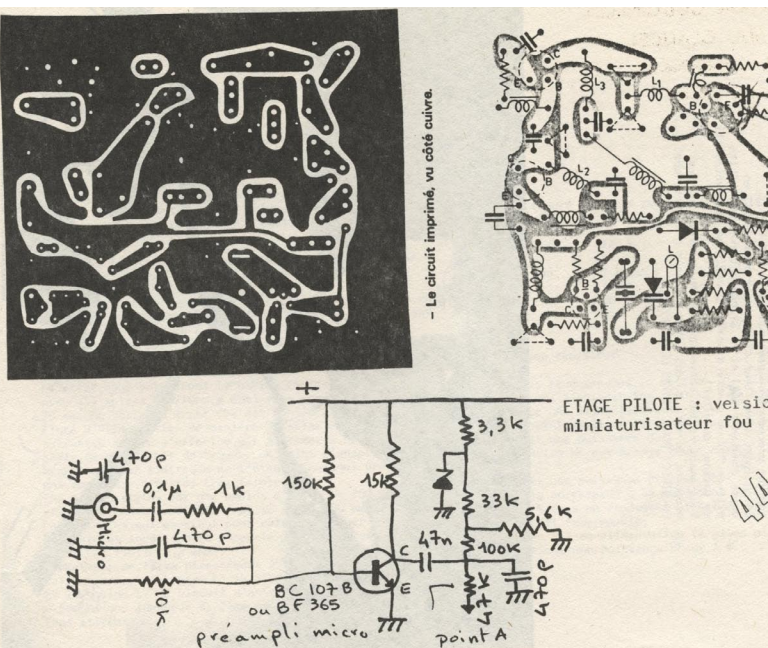
... libre

LIASSE 3

Cette liasse devait présenter le résultat d'un travail fastidieux mais exhaustif, très pointu et pertinent, qui faisait la synthèse de toutes les problématiques liées à la radio, aussi bien au niveau technique, historique que politique. Elle retraçait le combat pour l'existence des radios pirates mais aussi leur utilisation comme mode d'intervention politique dans les luttes. Y était expliqué, brillamment, en quoi ce médium particulier qu'est la radio a pu participer à faire émerger des nouveaux modes d'énonciations, et ce que ces inventions ont pu avoir de politique, au travers des enjeux qui ont parcouru le mouvement des radios libres, par exemple les questions autour de la nécessité ou du refus de mettre en place une grille ou un programme.

Elle restituait parfaitement en quoi les radios libres ont accompagné l'émergence de nouveaux sujets de luttes (immigrés, femmes, scolarisés, jeunes, homosexuels, précaires etc.) et ont contribué ainsi à mettre fin au monopole de la figure ouvrière majoritaire. On y recensait toutes les émissions, transcriptions à l'appui.

Malheureusement, un brouillage inopiné a rendu tout cela illisible, incoutable et invisible. Alors tout doit être repris à zéro, ou presque. En partant de cette modeste liasse réunie en urgence, à partir de souvenirs parcellaires et avec des documents piochés au hasard dans le fond, qui ne fait qu'ouvrir la possibilité d'un travail futur, dont il reste à définir les modalités et les enjeux.



RADIO-ALICE C'EST LE DIABLE

« Bologne, libération de tous les prisonniers politiques. » Hallucination visuelle, hier matin, à la lecture de « Rouge ». Il s'agissait en réalité de la Pologne. Ceux de Bologne sont toujours en taule. Parmi eux, 12 membres de « Radio Alice ». Nous avons publié hier la première partie d'une interview de Franco Berardi, l'un de ceux qui parlaient au micro de la radio libre de Bologne pendant les manifestations de mars. Il y décrivait quelques aspects réels de la répression. Aujourd'hui, il explique la conception politique qui a présidé à la création de Radio-Alice et raconte quelques problèmes de pratique. Il est toujours à Paris, dans une situation provisoire qui dépend de la demande d'extradition du gouvernement du gouvernement italien.

D.F.

♦ Radio-Alice c'est le Diable. Radio-Alice incite à la violence. Radio-Alice dérange. Radio-Alice en a entendu de toutes les couleurs après les manifestations de mars, à Bologne, et le 12 mars, elle a été fermée par les flics. Parlons de Radio-Alice.

– Le projet de Radio-Alice est lié à la dissolution de Potere Operaio, à Bologne. Nous avons commencé à dire, en 1975, qu'il y avait dans la situation italienne, et particulièrement à Bologne, une figure nouvelle de la classe ouvrière, qui n'est pas l'ouvrier d'usine. C'est l'ouvrier de travail intérimaire, nous disons ici le travail noir. C'est très fréquent à Bologne. Travail à domicile, travail saisonnier.

Nous avons dit que ce type de réseau de la force de travail n'est pas organisé officiellement dans les syndicats ou les partis institutionnels. Ils sont tout à fait des producteurs de plus-value, des travailleurs productifs dans le sens marxiste du terme, mais ils ne se reconnaissent pas comme ouvriers traditionnels. Ils se reconnaissent plutôt dans des formes de comportement liées à la drogue, aux nouvelles formes de langage, de communication dans la ville, aux nouvelles formes d'appropriation de lieux... Par exemple à Bologne, il y a cette tradition des marginaux, des jeunes prolétaires, de se retrouver dans des endroits déterminés : la place, l'université, certains cafés de la banlieue... Et ces lieux deviennent directement des lieux d'organisation, de circulation, d'expériences de luttes, de résistance politique, de discussion, de conscience... Alors, l'important est de construire un réseau de communication qui, d'un côté, reprend ce qui vient du dehors et, de l'autre côté, propose des formes de centralisation sur le terrain de la communication et de l'information.

Radio-Alice a commencé avec le projet d'organisation non traditionnelle de ce type de secteur de la classe ouvrière lui-même non traditionnel. En 1976, nous avons commencé des émissions en direct de certains lieux où il se retrouvent. On a constitué des noyaux

d'écoute dans plusieurs écoles techniques, dans les prisons, dans quelques cafés de la banlieue et dans deux usines : la Ducati, une usine métallurgique, et la Sabiem, une fonderie. Les noyaux d'écoute sont devenus de véritables lieux d'organisation politique.

Par exemple, les étudiants de l'école technique Aldini ont occupé le bureau du directeur. Ils réclamaient je ne sais plus quoi. Ils ont des radios où ils entendent les messages de Radio-Alice. Nous, nous disons que les étudiants de Aldini, qui est une école très grande, doivent aller à la direction. Pendant l'occupation ils nous ont téléphoné : « Écoutez, c'est la voix du directeur qui crie, qui menace. » Et nous, à Radio-Alice, on diffusait ça en direct.

Un autre exemple intéressant, après qu'il a été tué, le 11 mars, Francesco Lorusso, à 13h30. A 14h30, 5000 personnes étaient rassemblées sur la place. A 15h30 sont arrivés des ouvriers de Ducati, Meranini... Le seul moyen d'information était Radio-Alice.

Cette information est politique. Nous avons dit : « Il faut briser la logique du miroir. » L'information n'est pas seulement la répétition, la spectacularisation de ce qui se passe dans la réalité, mais elle est un moyen de transformation de la réalité. C'est la réalité qui informe elle-même de ce qui se passe.

"La police, les magistrats et les journalistes ont dit que Radio Alice est obscène. Mais qu'est-ce qui n'est pas obscène dans notre vie, dans notre culture pour les flics, les plumitifs et ceux qui les nourrissent ?"

♦ C'est une orientation politique. Et le mieux est qu'elle soit explicite. On ne centralise pas sans diriger. En réalité, vous donnez des consignes.

– Quel est le programme de la radio ? Le matin,

les émissions sont faites pour l'écoute des femmes, des gens qui travaillent à la maison. A midi et jusqu'à 2h, il y a un bulletin fait par les camarades de la rédaction. L'après-midi, on parle des questions des jeunes. De 6h à 8h : questions du travail, de l'usine. C'est une émission qui s'appelle « Correspondants ouvrier ». Puis le soir, musique et questions de la vie.

Déjà, dans cette programmation, il y a évidemment un choix politique, théorique, culturel. Et il y a toujours une appréciation politique donnée par la rédaction. Elle se réunissait tous les dimanches soir pour décider de la question principale de la semaine. Par exemple, la répression, ou les prix, les salaires... On essayait alors de travailler sur le thème dans les émissions de la semaine. C'est évident, il y a un rôle de direction, mais il doit se dialectiser avec la poussée réelle du mouvement. Je ne crois pas au démocratisme fou. Par exemple, un fasciste nous téléphone et nous menace. Il passe à l'antenne. Immédiatement après, nous recevons des coups de fil amis qui passent aussi. Les travailleurs de l'hôpital demandent qu'on les prévienne immédiatement en cas d'attaque. Ils ont préparé les ambulances... La communication absolument ouverte a toujours une direction qui n'est pas la direction volontariste d'un centre mais est une direction prolétaire. C'est un peu triomphaliste, ça. Mais il faut essayer.

♦ Dans le « mouvement », il n'y a pas que le « mouvement », c'est-à-dire en fait des courants ou des organisations spontanées, il y a aussi des organisations qui continuent à penser que le mouvement de masse a besoin d'un parti pour résoudre la question du pouvoir. Quels rapports Radio-Alice entretient-elle avec ces organisations ?

– Nous refusons la définition de radio d'un groupe, même la définition de « radio l'autonomie ». Nous refusons la définition « autonomie ouvrière ». Nous disons que l'autonomie est une tendance sociale, pas un groupe.

♦ Ce n'est pas si clair dans le livre paru en France : « Radio-Alice, radio-libre ». Elle y est présentée comme la radio de l'autonomie. C'est une annexion ?

– Je sais bien. C'est important ça. Parce qu'on parle tout le temps de « l'autonomie ouvrière ». Le débat existe en Italie. Mais l'année passée, pour les élections, les groupes politiques, les groupes politiques ont demandé à parler sur RA. Démocratie prolétarienne, le Parti radical ont fait des émissions. Le PDUP a refusé en disant que RA est liée aux autonomes. Mais c'était une mauvaise utilisation de la radio. Les plus ennuyeuses de nos émissions étaient ces émissions électorales. Nous avons respecté l'accord, mais les auditeurs protestaient.

Après les élections, on a essayé de définir la question avec les groupes politiques, surtout avec Lotta Continua. On a dit que tous les camarades de n'importe quel groupe politique peuvent participer à la rédaction de RA, mais pas comme représentants de situations du mouvement, de situations réelles de lutte, de situations sociales. Cela s'est très bien passé avec Lotta Continua.

Il y a eu une discussion très grave avec les camarades de l'Autonomie ouvrière, organisés autour de Rosso, le journal le plus important. Ils voulaient constituer une direction autonome. Nous avons refusé cette attitude de l'autonomie organisée. C'était intéressant parce qu'on nous a accusés d'être la radio de l'autonomie. C'est vrai, nous sommes un radio autonome, mais pas la radio de l'Autonomie ouvrière.

Nous privilégions un rapport direct avec les situations sociales plutôt qu'un rapport de parti avec eux. Les « autonomes » organisés sont sortis de la radio pour quelques mois.

♦ RA a été fermé par les flics, le 12 mars. Je pense que vous n'avez pas accepté cette fermeture et que vous avez cherché à émettre à nouveau.

– Le 12 mars, les policiers sont arrivés le soir. Le lendemain à 8h, nous avons recommencé les émissions avec un nouvel émetteur construit par Andrea. A 14h, il y a eu de nouveaux affrontements avec la police et celle-ci a coupé l'électricité dans le quartier. Nous avons recommencé avec des batteries pour 4 heures encore, jusqu'à 18h où la police est arrivée.

Les camarades ont barricadé la porte et on a réussi à sauver le matériel. Le lendemain, on a encore recommencé d'un autre endroit. La police est encore venue et a arrêté tous les camarades présents. Le 14 mars, Radio-Alice a été arrêtée définitivement. Et pendant 15 jours, c'était impossible, parce qu'à chaque fois, 5 ou 10 camarades étaient arrêtés. C'est trop. Alors on a fermé pour quelques semaines. On a recommencé début avril de façon régulière avec le soutien de beaucoup de professeurs, d'intellectuels, dont certains liés au PCI. Et on n'a plus été dérangé par la police.

♦ **Contrairement à ce qui se passe ici, il n'y a pas de monopole en Italie, donc pas de brouillage des radios libres. La seule solution est la fermeture.**

- C'est en 1974 qu'il a été décidé que le monopole n'existait plus. Donc il y a une possibilité, mais c'est une possibilité théorique car il n'y a pas d'organisation législative de la question. Dans ce vide législatif, on existe. Nous ne sommes pas une radio pirate. Nous ne sommes pas non plus une radio tout à fait régulière.

Il y a deux types de radios en Italie. D'un côté, les radios commerciales financées par des patrons et la publicité. A Milan, il y a une

Radio-Gamma qui est très puissante. Elle est financée par Attilio Monti. C'est un financier des fascistes. Financier par exemple de l'affaire de la piazza Fontana. C'est lui qui a payé les fascistes pour mettre les bombes. Tout le monde sait ça. Seule la police l'ignore. Sa radio est le seul cas de brouillage. Elle a brouillé Canal 27.

*"On parlera de qui
lutte pour relire le
goûter au souper.
Et naturellement, on
parlera d'amour"*

Les radios démocratiques, les radios libres, sont regroupées dans la FRED. La Fédération des radios démocratiques. On se passe des émissions sur cassettes. Celle de l'irruption des flics en direct sur RA a beaucoup circulé.

Notre niveau technique est très modeste. Nous travaillons avec des moyens artisanaux. On construit les émetteurs de nos propres mains. Les deux platines sont prêtées par des camarades. Minella, qui a un magasin de hi-fi à Bologne, nous a donné la table de mixage. On dit toujours sur RA que Minella est formidable. On a dépensé au départ seulement un demi-million de lire (2500 F). On paye un loyer, très peu, on est dans un quartier populaire. Il y a l'électricité qui est une dépense terrible.

♦ **Vous vous êtes financés comment ?**

- Nous avons fait une souscription. Nous avons demandé à tous les camarades qui écoutent d'envoyer leurs adresses pour qu'on leur envoie des bulletins de souscriptions. 400 payent comme ça 1000 liras chaque mois. C'est suffisant pour nos dépenses. Pour l'achat ou le remplacement de matériel, on fait des dettes à la banque sur garanties de camarades.

On fait aussi de la publicité pour des maisons d'édition comme Einaudi et pour des revues. Il y a des radios de gauche ou du mouvement qui acceptent des publicités locales. Par exemple, la boulangerie du quartier. Ce n'est pas, je pense, immoral. En France, ce serait encore plus facile. D'abord parce que les camarades ont un peu plus d'argent qu'en Italie. L'organisation des radios ne doit pas devenir une question monumentale. Il ne faut pas faire une grande radio qui veuille tout couvrir. Il faut faire des petites radios liées à des situations. Alors, la liaison entre situation sociale et radio devient une possibilité de financement.

Propos recueillis par David Freiman

« A nous la radio », Jean-Luc Arnaud, *Interférence* n° 1, 1974, pp. 10-11.

à nous la radio

Pourquoi la radio ? Parce que c'est un médium formidable. Mais encore ? L'un des besoins incontestables de notre époque c'est l'information : mais ce qui est plus contestable c'est la manière dont celle-ci est diffusée par des systèmes centralisés qui échappent complètement au commun des mortels. Lorsqu'une voix veut se faire entendre, de quels moyens dispose-t-elle ? Le tract, l'affiche, le graffiti... La presse, l'édition, le cinéma se heurtent au problème de leur distribution qui conditionne largement leurs ventes ; la télévision est inaccessible vu son coût. Par contre la radio est le médium qui possède de loin le meilleur rapport coût/pénétration. Par exemple pour couvrir la région parisienne (10 millions d'habitants) un matériel de studio rudimentaire plus un émetteur MA de 10 kW bricolé et un aérien reviennent à 25 000 F auxquels il faut ajouter le local et la tour d'antenne (qui peut être un immeuble élevé ou une tour existante). Se pose alors le problème des fréquences : certes la modulation d'amplitude est très encombrée ; mais des émetteurs de trop faible puissance (de 10 W à 10 kW) pour provoquer des interférences suffisent pour une radio locale. [...]

DES RESEAUX POPULAIRES

Il est clair que nous n'avons pas les mêmes objectifs que ces épiciers et ces réformistes. Pour nous la radio locale n'est pas une panacée, ni le dernier gadget. Notre analyse repose, comme nous l'avons indiqué au début, sur une constatation ; la radio est le meilleur médium de deux points de vue : d'une part son faible coût relatif par rapport à sa pénétration, d'autre part sa souplesse, c'est-à-dire son accessibilité. N'importe qui disposant d'un magnétophone à cassette (450 F) peut produire des messages sonores (musique, paroles) dans n'importe quelle situation (exemple : usine en grève) à cause de la maniabilité du matériel et de sa légèreté (une cassette s'envoie par la poste). C'est donc un outil de choix pour faire progresser ce pour quoi nous nous battons, à savoir la mise en place de Réseaux Populaires de Communication (R.P.C.) multi-media, dotés de différents moyens : graphiques (affiches en sérigraphie, journaux de quartiers et d'usines réalisés sur machines offset de bureau), sonores, audio-visuels (vidéo, cinéma 16 mm et super 8), voire de télécommunications (téléphone, radio HF) et d'informatique. Nous avons vu que pour la radio les problèmes techniques et financiers pouvaient être résolus : le seul véritable problème est politique. Aujourd'hui c'est celui du monopole qui est d'abord et avant tout le monopole des classes dirigeantes sur les moyens de communication et d'information. Demain l'Etat « libéral » giscardien sera tenté, sous la pression des lobbys, de décentraliser son appareil radiophonique en s'entourant du maximum de garanties, notamment en ce qui concerne l'information. La solution la plus facile sera alors, comme pour la télévision et pour la télédistribution, la commercialisation qui assure une auto-censure en douceur et même un contrôle discret mais efficace (cf. la Sofirad et les périphériques).

C'est alors qu'il faudra mener une lutte politique de grande envergure pour expliquer que la radio locale peut et doit être autre chose qu'une boîte à publicité-poubelle, ou l'instrument de propagande des notables au pouvoir. Pour sa part le Groupe d'information sur les Médias (G.I.M.) a mis en place pour préparer ces échéances un groupe de recherche technique, un groupe de recherche programme et une cellule d'animation du réseau de radio-clubs qui sera constitué de tous ceux qui sont à la fois compétents et/ou sensibilisés à ces problèmes (qu'ils nous écrivent) et surtout décidés à impulser, au service des luttes populaires, des Réseaux Populaires de Communication multi-media et des Centres d'Activités Sonores.

Ce remplacement de la mère berceuse par la radio est à l'origine d'une des grandes calamités de l'heure : la pudibonderie et l'hilarante hypocrisie de ceux qui s'arrogent le droit de régner sur une radio monopolisée au profit de quelques intérêts particuliers.

Question insidieuse : pourquoi ne pas réserver l'usage exclusif de cette invention admirable, l'imprimerie, à la confection et à la publication du journal officiel ?

Qui ferait cette proposition en séance plénière de la Chambre des députés, outre qu'il récolterait un certain nombre de voix, serait assuré de bénéficier d'un précédent assez remarquable. Car il existe en France un organisme qui s'est approprié avec une absence de vergogne parfaitement délicieuse le monopole d'une invention dont l'importance est, au xx- siècle, plus grande encore que celle de l'imprimerie. Cet organisme, la Radiodiffusion française, est une branche annexe de ce corps vague appelé Etat qui revêt les apparences d'un fromage de gruyère géant dont on distribue les trous au public, et la matière aux rats censés représenter ledit public au sein du fromage en question. Mais ils nous cachent soigneusement le fait que, dans l'état présent de la technique, des tas d'émetteurs privés pourraient subsister, au moins en MF, sans grands frais et sans publicité, en laissant à chacun la faculté de s'exprimer.

Boris VIAN, *En avant la zizique*

PRENDRE LA PAROLE

Depuis quelques années des mouvements surgissent en tous lieux :

- Dans les lycées-casernes, dans les CET antichambre de l'usine, les jeunes s'organisent pour subvertir le quotidien.
- Les femmes se regroupent pour réfléchir, pour définir et revendiquer leur spécificité.
- Dans les quartiers, les cités, des comités surgissent et s'insurgent contre l'urbanisme technocrato-policière et pour se réapproprier l'espace, leur quotidien, leur vie.
- Face au centralisme étatique. Alsaciens, Basques, Bretons, Catalans, Corses, Occitans ont droit à leur parole pour vivre leur culture.
- Les travailleurs immigrés dans leur exil forcé, victimes du racisme et de conditions de vie plus que déplorables, doivent briser le mur du silence.

Pour que l'expression soit libre et réellement celle des pratiques multiples, il faut refuser de déléguer son pouvoir en déléguant sa parole : faire sauter le filtre du journalisme professionnel qui stérilise le vécu, faire sauter le filtre du langage politique qui se pose en savoir, faire sauter les canons d'une esthétique apprise pour la détourner dans ces pratiques multiples qui créeront leur propre langage.

La radio ne doit pas être une entreprise d'information de plus, même « gauche », qui distribue des temps de parole avec parcimonie, charité ou générosité, mais un lieu ouvert que toutes les expressions des pratiques populaires s'approprient et développent. Personne ne peut s'arroger le droit de donner la parole, il suffit de la prendre. Seule l'expression directe permet de rendre compte d'une réalité, d'un vécu, de ceux qui les subissent et les transforment ; l'expression directe est la seule garantie contre les tentations du petit chef en puissance qui ne dort que d'un œil en chacun de nous.

Les pratiques multiples, éparpillées, parcellisées, marginalisées doivent investir l'espace radiophonique pour s'y confronter, s'y conforter, s'y exprimer, afin que la multiplicité, la diversité deviennent l'expression d'un mouvement global. Si le fractionnement des pratiques multiples enrichit le mouvement par sa diversité, il en affaiblit l'impact : son expression coordonnée en un même lieu respecte sa diversité, mais amplifie sa réalité et enrichit son espace par la confrontation des expériences.

Pour que les radios libres populaires vivent selon notre projet, nos désirs, il convient de définir plus précisément les conditions favorables à leur épanouissement.

Les aspects spécifiques de la modulation de fréquence (voir partie technique), qualité, prix, légèreté du matériel... permettent de choisir la puissance, la périodicité d'émission, le rayonnement géographique de l'émetteur en fonction de la particularité de chaque projet :

- Radio éphémère, le temps d'une lutte, d'un événement exceptionnel (Radio-Larzac en août 1977, à l'occasion du rassemblement).
- Radio de quartier, animée par un comité de quartier, une association de locataires.
- Radio intervenant sur les pratiques culturelles, ouvrant une brèche dans le monopole de la soupe officielle.
- Radio d'une ville ou d'une région, contre le monopole de la presse régionale, qui impose sa propre loi de l'information (Ouest-France) et entend bien l'étendre aux ondes (La Dépêche du Midi a envoyé des journalistes en formation et dégage le financement d'une radio qui compléterait son hégémonie).
- Radio de... Radio qui..., etc.

Des pratiques multiples et diverses nécessitent en effet des radios diverses et nombreuses. De gros émetteurs ça et là ne répondraient pas à ce besoin, la parole y serait triée, limitée pour des prétextes techniques, des impératifs de temps... et recréeraient la centralisation dont nous avons trop souffert.

Ne nous laissons pas impressionner par les techniciens qui rétorqueront : « Ça va être l'anarchie sur les ondes, on se brouillera mutuellement. » Il ne s'agit là que d'arguties pour justifier « scientifiquement » la peur, le refus, bien politiques, eux, de voir la prise de parole se généraliser. Nous savons que, d'un même point, plus de cent stations peuvent émettre sans interférences et que dix trouvent place sur un mégahertz, soit trois cents sur la bande disponible.

Une radio libre populaire ne peut pas être le gadget de quelques-uns, elle doit être partie prenante de la réalité du mouvement : des réseaux de soutien doivent se constituer le plus largement possible. Ces réseaux peuvent naître à partir de structures préexistantes : sections syndicales, comités de quartier, associations culturelles, groupes femmes, groupes intervenant sur des terrains spécifiques (armée, prison, école, psychiatrie, justice...) qui devront prendre en charge l'élaboration des émissions, du contenu à la réalisation même, s'avançant le plus loin possible dans le processus technique, afin de ne pas risquer d'être dépossédés de leur parole.

Ces réseaux seront multiples et divers : il ne s'agit pas de créer des radios de partis qui ne feraient que répéter, rabâcher un discours politique, mais de se situer sur un plan plus large de débats où les partis ont leur place.

Ces pratiques sociales organisées ne sauraient avoir l'exclusive du soutien de l'élaboration de la parole, sur les radios libres populaires : tout vécu, même individuel, d'une oppression, toute tentative de vie autre, toute création ou récréation est partie constituante des pratiques multiples, donc des radios.

L'espace ainsi créé n'est pas seulement l'expression de ce qui est contre, mais se fait l'écho de toutes les expériences pour un quotidien nouveau, différent.

De même que l'élaboration des émissions est prise en charge de façon plurielle, de même, à l'autre bout de la chaîne, l'écoute peut être collective et matière à débat ; l'écoute collective peut avoir un impact dans la phase de lancement d'une radio, du mouvement des radios. Toutefois, le caractère spécifique de la radio, c'est d'être entendu souvent et partout, le matin en se lavant les dents, même en solitaire. C'est mieux qu'Europe 1.

Emettre à tout prix, abattre le monopole, prendre la parole, réanimer la vie locale, donner aux minorités un moyen d'expression : autant de thèmes et de mots d'ordre qui ont été l'objet de longues discussions au sein de ce qu'il faut bien appeler, malgré son incroyable diversité, le « mouvement » des radios libres. Aujourd'hui avec un peu de recul, on peut se rendre compte qu'un certain nombre d'illusions ont été semées sur les possibilités de la radio, même prise en main par des gens dévoués et généreux, de changer à brève échéance quelque chose à l'ordre établi.

Peut-être deux données, pourtant fort banales n'ont-elles pas été, dès le départ, suffisamment prises en compte par les nouveaux « corsaires des ondes » :

1) La prise de parole n'a d'objet que lorsqu'on a quelque chose à dire.

2) L'expression locale, la lutte, la contestation ne sauraient être suscitées par un micro tendu et un émetteur branché, mais doivent préexister à la radio qui ne peut que les amplifier¹. Il ne faut pas accorder aux média en général, aux média « alternatifs » comme aux autres, plus de pouvoir qu'ils n'en ont.

Pendant toute une période, l'activité essentielle de bon nombre de collectifs radio, fut de réfléchir sur la façon de mettre fin au monopole de l'Etat sur les ondes. Pour certains, la bataille devait être juridique, le monopole étant contraire à l'esprit de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme, ratifiée par la France et selon laquelle « tout individu a le droit de s'exprimer et de communiquer librement par tous les moyens techniques appropriés. » Pour d'autres, il fallait émettre à tout prix et placer l'Etat devant le fait accompli. Les méthodes étaient différentes, mais le but était le même.

Les militants italiens de la FRED, présents à la rencontre de Mars 1978 avec les radios françaises furent véritablement très surpris de l'attitude peu nuancée des « pirates » français :

« Nous croyons que dire « Vive la lutte contre le monopole » est un faux mot d'ordre. La lutte contre le monopole sans donner de contenu plus précis sur l'état présent de l'organisation de l'information capitaliste, est un objectif qui amène à la privatisation et pas à la démocratisation de l'information. Donc, plutôt que de dire « Abattons le monopole », il faut dire « créons une structure de l'information qui permette aux réalités de base de s'exprimer et qui ne soit pas manœuvrée par les centres du capitalisme ». Il faut donc être précis dans la définition de notre bataille. Abattre le monopole sans donner une alternative précise et bien définie va dans le sens de la privatisation. Et la privatisation des moyens d'information revient à les livrer directement aux mains des centres du capitalisme. Nous sommes nous aussi contre le monopole de la bourgeoisie. Mais nous souhaitons que cette bataille se mène avec des arguments très clairs »².

Il est vrai que les « camarades » italiens savaient de quoi ils parlaient. Si pour eux la fin du monopole signifia la possibilité pour les radios alternatives d'émettre légalement, cela eut aussi pour conséquence la pollution des ondes par les radios commerciales, pornographiques et autres... qui représentent aujourd'hui plus des trois quarts des « radios libres ». Actuellement, c'est la FRED elle-même qui réclame une réglementation de l'anarchie régnante dont sont essentiellement victimes les radios alternatives.

On peut aussi se demander si l'institutionnalisation des radios libres n'a pas d'une certaine façon été préjudiciable à cette altérité revendiquée par les promoteurs des radios « différentes » : affirmation d'une non-professionnalité, pratique collective et démocratique de la production, accès public... Une équipe de chercheurs de l'INA ayant récemment enquêté en Italie, constate un décalage de plus en plus grand entre le projet de départ et la réalité actuelle d'un nombre non négligeable de radios qui se voulaient alternatives³. La programmation qui à l'origine était d'une heure ou deux par jour est passée à douze sinon vingt quatre heures quotidiennes ; pour remplir tout cet espace, on dilue ce qui faisait la spécificité du discours de la station et on programme davantage de musique et de produits fabriqués dans des circuits plus traditionnels. Les grilles de programme inexistantes au départ, tendent à se figer. Les stations qui maintiennent une politique de programmation très souple, adaptée à la « dynamique sociale », deviennent rares. Avec le temps, les équipes de réalisation tendent à se professionnaliser, à partir d'une certaine pratique, les amateurs deviennent des spécialistes. La plupart des stations pour survivre sont contraintes à accepter un financement publicitaire au moins partiel. Alors qu'au départ les radios alternatives ne devaient utiliser que des émetteurs de faible puissance, elles en sont réduites aujourd'hui, face à l'escalade des radios commerciales, à s'équiper d'émetteurs de cinq cents à mille watts.

Tout cela donne à réfléchir, même s'il n'est pas possible d'en conclure que la légalisation d'une radio parallèle entraîne automatiquement son intégration. En tout cas ce qui est certain, c'est que tout essai de contestation du système d'information dominant est soumis à tentative de récupération. Ce n'est

pas nouveau. Pour essayer de soustraire la population musulmane à la « Voix de l'Algérie Combattante », Radio Alger, qui s'adressait presque exclusivement jusqu'alors à la population européenne, a multiplié le nombre de ses émissions en arabe destinées à la population autochtone. La BBC a répondu à la concurrence des « pirates » en créant un nouveau canal « Radio One », et en engageant à son service les « disc-jockeys » qui avaient fait les beaux jours de Radio Caroline ou de Radio Véronique. L'introduction des débats en direct sur les ondes de la RAI, la radio nationale italienne, n'a suivi que de quelques mois l'apparition des radios libres. Et France Inter fait semblant de jouer à la radio locale, en promenant dans dix huit villes de France son train-forum qui doit permettre aux 15/25 ans de « poser des questions aussi bien sur le voyage, le sport et la musique que sur l'orientation scolaire universitaire ou professionnelle. »

Est-ce qu'il faut en conclure, comme les chercheurs de l'INA cités précédemment que « dans les structures sociales actuelles, les radios parallèles européennes ne sont que les anti-corps qu'a pu susciter un système de radiodiffusion en crise. »⁴. Nous ne le pensons pas. Si l'on a plastiqué Radio Renaissance, si l'on a fermé Radio Alice, si l'on a poursuivi Radio Verte Fessenheim jusqu'en Allemagne et si plainte a été déposée contre Radio SOS Emploi, ce n'est certainement pas parce qu'elles renouvelaient de façon trop brutale le style radiophonique en vigueur.

Si ces radios ont eu des ennuis sérieux, c'est parce qu'elles étaient devenues de véritables instruments d'intervention et jouaient un rôle évident dans les luttes sociales et politiques. Peut-être est-ce à ce prix qu'une radio, qui se veut différente, ne risque plus l'intégration ? Et à partir de là, la question du monopole n'a plus qu'une importance toute relative. Dans une interview à la revue « Autrement », un animateur de Radio Verte Fessenheim déclarait : « Nous avons souvent dit que l'État pouvait faire ce qu'il voulait puisque nous nous sommes donné une structure qui échappe aux moyens habituels de répression. A la limite nous nous foutons de l'État. Notre principe est d'être reconnu par la population et si nous sommes reconnus par elle, l'État ne pourra rien faire contre nous. »⁵ Si Radio SOS Emploi a joué un rôle dans la mobilisation de la population de Longwy, c'est au même titre que la construction sur le crassier d'USINOR du SOS lumineux ou l'occupation des relais de TDF (Télédiffusion de France) et l'interruption des programmes de télévision au milieu d'un discours du président de la République. Ce ne sont pas des choses dont on demande la légalisation.

Légale ou illégale, liée à un combat ou à la volonté d'une population d'affirmer son identité, la radio d'intervention qui a su trouver des relais, constituer des réseaux d'information, étendre son audience, devient partie intégrante de la lutte. Un de ses atouts est sa légèreté, sa mobilité, sa capacité de répondre dans l'instant à la situation ; tout alourdissement inutile peut lui être fatal. Sa valeur ne s'estime pas à la qualité sonore de ses émissions, mais à son efficacité... et cela n'est pas récupérable par la radio dominante.

La radio d'intervention n'est pas un but en soi, elle n'est qu'un moyen, un instrument parmi d'autres qui peut aider un processus à se développer, mais en aucun cas n'est capable à lui tout seul de le faire naître. La radio d'intervention est par principe éphémère, même si parfois le provisoire peut se prolonger, mais elle ne doit en aucun cas s'envisager comme permanente.

La radio d'intervention se doit surtout d'intervenir... avant d'essayer d'être radiophonique.

Grenoble, Fessenheim, Longwy,
Novembre 1978/Mai 1979

1. A Monsieur Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, qui déclarait en Mai 1978 : « Les radios libres, ce sont les Brigades Rouges », nous répondrons par une citation d'Umberto Eco, sémiologue, professeur à l'Université de Bologne qui s'est particulièrement attaché à comprendre la nouvelle culture du mouvement italien des « emarginati » : « Accuser Radio Alice d'être responsable de la colère des jeunes, c'est comme accuser le festival de la chanson de San Remo d'être la cause de la stupidité nationale, c'est accorder un pouvoir quasi magique aux mass média. Or les mass média, s'ils rassemblent, reflètent, corroborent parfois des modes de comportements, s'ils renforcent des opinions, ne les produisent pas. S'il existe un festival de San Remo, c'est parce qu'il existe une petite bourgeoisie repue de fausse conscience, qui n'entend rien à la musique ; de même Radio Alice existe parce que la colère des jeunes veut se donner ses propres moyens d'expression. » Cité par Fabrizio Calvi in *Italie 77, le 'Mouvement', les intellectuels*, le Seuil, Paris, 1977, p. 112.

2. Rouge No 614/31, Mars 1978.

3. *Les radios locales en Europe*, INA, La Documentation Française, Paris, 1978, p. 103 à 108

4. *Les radios locales en Europe*, op. cit., p. 18

4. LIBÉRATION. 2 mai 1978.

POLITIQUE

La DST à Radio 93

Les pirates des ondes récidivent ce soir

Curieux visiteurs vendredi soir aux « Dégling's ». Une demi-douzaine de mes- sieurs en civil ont fait irrup- tion dans le studio improvisé, au premier étage de la librairie. Les policiers, sans doute un peu émus, se précipitent sur les appareils en batterie et arrachent au hasard des prises de mé- gnétos ou de minicassettes. Là, l'émetteur continue à ronronner. Discrètement, le technicien de Radio 93 a banché un micro en direct et les auditeurs ont pu entendre un étonnant ré- mède-ménage et une voix demandant : « Qui est le responsable ? » « Il n'y a pas de responsable » ré- pondit l'assistance en chœur. Finalement, l'un des hommes avisa le micro ac- croché au bout d'une per- che, se précipita, et arrache le témoin indiscret. C'est sur ces bruits de flagrant délit que le radio pirate de benlieux s'est tue l'autre soir. Ce qui a suivi, fut, d'après les témoins, d'une assez grande cocasserie. Les policiers, « des irrespec- tueux » ont avoué qu'ils appréciaient les émissions, et manifestement, ils les avaient écoutées attentive- ment. Nonobstant, les fonc- tionnaires de la D.S.T. (po- lice des communications radioélectriques), aidés par des agents en uniforme ont emmené neuf personnes au commissariat de Saint-De- nis, où ils les ont interro- gés et ont confisqué le matériel de la radio : l'émetteur, l'antenne, le table de mixa-

d'émission dans *Le Monde*, *Télérama*, *Libération*, etc.). Radio 93 avait plignon sur la rue. Toutes les dérivées ac- tuelles, toutes les incongrui- tés des marginalismes et de le misère y trouvaient échos : le lundi 24 avril les travailleurs portugais de la cité de « trenat » du Roy- des-Barres, détruite par le feu le matin même, pré- naient la parole ; le lendé- main, les éducateurs du foyer d'handicapés de Nol- ay-le-Sac expliquaient le cas de Lucien Pechot, licencié pour ses pratiques anti-py-

UN INSTRUMENT D'AGITATION SOCIALE

L'intervention policière de vendredi n'a pas vrai- ment surpris l'équipe de la radio pirate. Depuis plu- sieurs semaines, les indices se sont multipliés, avec les tracasseries : les voisins ont déposé une plainte pour tapage nocturne contre la librairie « Les Dégling's », assortie d'une surprenante demande de 10.000 francs de dommage et intérêts, le brouillage semblait s'être renforcé les jours précé- dents, des agents de l'EDF étaient venus couper l'élec- tricité dans la journée de vendredi, et enfin, le jeudi 27 avril, une voiture appar- tenant à l'équipe de Radio 93 était suivie à la fin d'une émission.

Si Radio 93 a été la première, ce n'est pas par hasard. En effet, cette sta- tion a été très tôt affirmée comme un instrument d'a- gitation sociale. Quittent le terrain de la radio pure, 93 a été la première à émettre publiquement et réguliè- rement en annonçant dans la presse ses programmes, ses horaires et surtout son lieu

chiaristiques, le mercredi 28 avril, le comité de la lutte contre la misère de la cité des Joncherolles de Pierre- frite appela au soutien de Christian Lecoq, gréviste de la faim de 26 ans, barricadé des murs de la Santé, au mois de septembre 1977. Klaus Croissant, des casset- tes circulant dans les lycées et des foyers de jeunes travailleurs à propos de le mort de Lucien Meylon, le jeune antillais assassiné à la sortie d'un concert, porte de Pantin, à Paris. De plus, la station avait inauguré la

LA GENERATION DE MALVILLE

Avant cela, Radio 93 avait inauguré ses émissions le 31 juillet 1977, à partir de la

première le système italien des « radios jetons » : des dizaines d'auditeurs télé- phonaient et intervenaient en direct sur l'antenne, une forme de communication particulièrement dynamique et qui échappe à toute censure.

Radio 93 était double- ment indésirable à la fois parce qu'elle violait notoi- rement le monopole (les autorités ne pouvaient pas faire semblant d'ignorer son existence) et qu'elle avait créé autour d'elle une zone d'agitation sociale échappant aux contrôles tradi- tionnels. L'intervention de la police se veut sans doute un coup de semonce aux autres radios pirates, tolé- rées en attendant une déci- sion officielle, mais ne doit pas être interprétée comme une indication des inten- tions du gouvernement concernant l'avenir du mo- nopole.

bre de chaque radio sera présent dans le studio. Une équipe a mis son émetteur à la disposition de la station. Un certain nombre d'intel- lectuels et de personnalités (1) qui ont signé l'appel d'un Comité de soutien aux radios libres seront égale- ment présentes et pren- dront probablement la paro- le à l'antenne.

Radio 93 lance une « pé- tition nationale » dont les signataires reconnaissent avoir « émis ou participé à une émission d'une radio libre s'appropriant à recom- mencer ». C'est d'ailleurs ce que feront plusieurs d'entre elles dès mardi soir, Radio Fil rose, Radio Onz débrouille et Radio verte.

Fabien ROLAND-LEVY

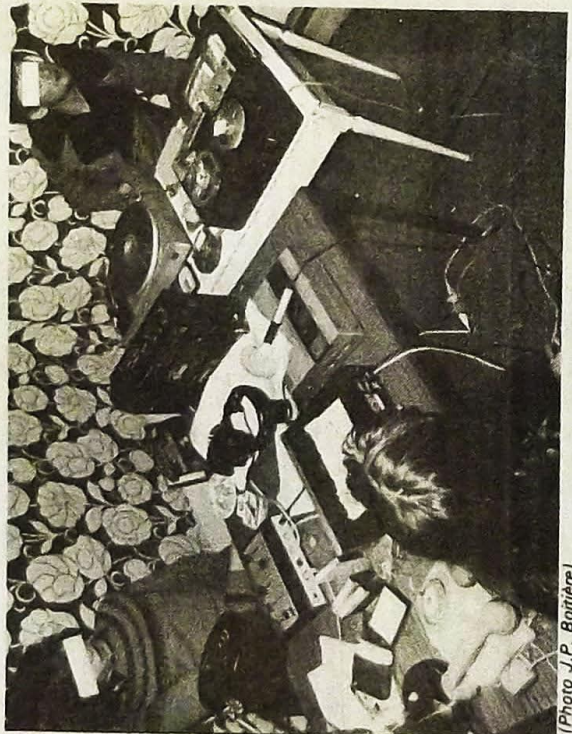
Prochaines émissions sur M.F., (région parisienne) :

Radio Verte (92 Mhz) de 7 h à 8 h tous les matins, Radio Fil Rose (105 Mhz) : mardi à 20 h, « Mai 68, n'y était pas », Radio Onz débrouille (102 Mhz), mar- di à 23 h, Radio Goyave.

(1) Parmi les signataires : François Chatelet, Gilles Deleuze, Delfeil de Ton, Gérard Depardieu, Jean Du- carroi, Jean-Jacques de Félice, Michel Foucault, Georges Kléman, etc. Soutien : Baudet Chris- tophe, CCP 22 489, 16 F Paris.

RADIO 93 EMET MARDI SOIR

En attendant, Radio 93 s'approprie à réémettre. Sa- medi dernier, les radios libres de la région parisienne (une quinzaine) se sont réunies au siège de l'Asso- ciation pour la Libération des Ondes (A.L.O.) et ont décidé de soutenir la pro- chaine émission de Radio 93 qui doit avoir lieu mardi 2 mai à 20 h 30 dans les locaux de la librairie « Les Dégling's ». Un mem-



(Photo J.P. Bortière)

Une émission pour Pierre Goldman. FNRL, émission du 22 septembre 1979

Le jeudi 20 septembre 1979, vers midi, Pierre Goldman est abattu de plusieurs balles dans la tête par un commando de trois hommes. [...] « Honneur de la police » revendique l'attentat auprès de l'AFP : « La justice du pouvoir ayant montré une nouvelle fois ses faiblesses et son laxisme, nous avons fait ce que notre devoir nous commandait. »

Sitôt connue, la nouvelle se répand comme une traînée de poudre. [...]

Fidèle à ses habitudes, la Fédération nationale des radios libre organise, au surlendemain de l'assassinat, une manière d'assemblée générale radiophonique au siège du PSU, 9 rue Borromée dans le 15^e arrondissement. Huguette Bouchardeau et Félix Guattari ouvrent les débats vers 15 h 30, devant une centaine de sympathisants venus prêter mains fortes aux organisateurs de l'émission. Sont présents dans les locaux, des animateurs de Radio 93, des Radioteuses, ainsi que de Radio Banlieue Sud qui semble fournir l'émetteur.

Le choix du siège du PSU pour réaliser cette émission n'est évidemment pas anodin, quelque trois mois après le précédent de Radio Riposte. Le risque d'une nouvelle intervention policière dans un local appartenant à un parti politique paraît assez négligeable. Ce serait, en tout cas, une grave erreur politique de la part du pouvoir.

Dans une ambiance survoltée, Patrick Farbiaz tente d'organiser un tant soit peu les débats : « Je demande que les camarades, pendant qu'il y a un copain qui parle, se taisent dans la mesure où c'est une émission de radio. Et si on veut que les gens à l'extérieur nous entendent, il faut faire un minimum de silence.³ »

(...) Prenant la parole au nom de la Coordination autonome, un militant anonyme lit le texte suivant : « Pour nous, militants autonomes, l'exécution de Pierre Goldman s'inscrit dans la droite ligne d'une escalade militaire de l'État amorcée depuis déjà plusieurs mois. D'un côté, par le biais de ses institutions officielles, criminalisation et répression sauvage de l'opposition de classe et prioritairement de sa composante la plus radicale, l'autonomie. D'un autre côté, interventions d'institutions para-étatiques bénéficiant d'appuis de haut niveau, assassinat de Curiel, du président de l'Amicale des Algériens de France, de huit réfugiés basques depuis le début de l'année, de deux militants des GRAPO à l'été, plasticage de notre local entre autres. Nous, militants autonomes, avons profondément ressenti cette exécution, parce que nous comprenons trop bien ce que signifie, en cette période de rentrée sociale qui voit se dessiner à Cherbourg, à Paris et ailleurs, dans les usines et les métropoles, la recombinaison révolutionnaire d'une opposition de classe radicalisée, l'exécution de Pierre Goldman : un avertissement, un coup de semonce à la Classe [Ouvrière]... Au travers de son itinéraire militant et révolutionnaire, de sa haine des institutions et des partis politiques, de sa pratique quotidienne du temps où l'expropriation prolétaire était condamnée par l'ensemble des mouvements révolutionnaires comme un acte bourgeois, nous avons reconnu beaucoup de nos haines, de nos refus et de nos espoirs. C'est pourquoi Pierre Goldman est pour nous, militants autonomes, un camarade. Nous n'agirons pas, comme le fait à dessein la plupart des organisations d'extrême gauche, la marionnette désuète du fascisme. Les mots d'ordre antifascistes ont trop souvent été, dans le passé, le moyen de canaliser la violence de classe sur quelques mongoliens malades de la Peste brune. C'est l'État qui l'a tué ! Les bourreaux de Pierre Goldman, un jour à venir, auront leur ration de plomb, au même titre que leurs commanditaires. Ce jour prochain, nous l'espérons, nous aurons besoin de nous pousser pour tirer les premiers. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, la seule riposte efficace, c'est l'organisation autonome de la violence de classe pour le communisme ! »

Une salve d'applaudissements salue cette intervention pour le moins musclée. Presque aussitôt, un représentant de Radio Banlieue Sud (nous croyons reconnaître Yves Daudu) s'empare du micro pour regretter la tournure prise par les débats : « Je voudrais juste préciser qu'une émission de radio libre, ce n'est pas une table ronde de personnalités reconnues ou une table ronde d'institutions diverses et variées. Si on fait une émission de radio libre, c'est justement, selon ce qui est devenu en quelque sorte un slogan, pour que tous ceux qui sont interdits de parole, pas simplement sur les ondes mais dans la vie quotidienne, puissent confronter leurs points de vue. Donc, malgré toutes les inégalités, malgré toutes les divisions qui existent aujourd'hui et qui ne sont pas tout simplement le produit des radios mais qui sont le produit de la société que nous subissons, malgré toutes ces divisions, il est important que nous ne fassions pas de cette émission une simple addition de communiqués de différents organisations, de différents structures ou de différents apprentis institutionnels, mais que nous fassions de cette émission un réel lieu de convergence et de débat ».

L'intervention de Daudu témoigne des tensions qui traversent dès cette époque, la FNRL. Tirillée par l'agit-prop des uns et les velléités de professionnalisation des autres, la Fédération apparaît de plus en plus comme un agrégat de personnalités très contrastés, qui ne tarderont d'ailleurs pas à s'affronter.

censures.

« Je me tourne donc vers vous, mon cher Joseph, et vous pose la question : que se passe-t-il au Mozambique ? »
(au Journal Télévisé)

18

Ce que censure la télévision, entre autres, c'est la possibilité individuelle, pour celui qui s'y expose, d'émettre, de renvoyer la critique (comme contre-émission). Critiquer, prendre distance pour un retour, un survol, une synthèse ne paraît possible qu'en se dérobant au champ du rayonnement, *inducteur de docilité*, ou alors dans un regard oblique. A l'affrontement de face, on est toujours, à la longue, perdant.

Cet effet, qui tient à la nature même du médium, se redouble dans l'énonciation, dans l'articulation des chaînes syntagmatiques. La structure du Journal Télévisé est exemplaire à cet égard (ou si l'on préfère, son *message latent*, d'autant plus prégnant qu'il s'impose à la perception sans être reconnu). Régulièrement les modalités de constitution, de « mise en page », de présentation du Journal sont modifiées : les spectateurs demandent plus de vécu, de direct, d'images, etc. Ce qui reste inentamé, c'est la place et la fonction, la *présence* du présentateur.

La métaphore du journal est alors inadéquate : le journal, je le lis seul, tandis qu'à la télévision un lecteur est déjà là, qui fait partie du Journal. Et ce lecteur est un journaliste qui informe et qui commente (de la confusion complète de ces deux registres se constitue la matrice des manipulations les plus classiques). A quoi sert ce présentateur ? A qui ? Qu'est-ce qu'il montre ? Donc masque ? Quelle est sa productivité idéologique (la qualité spécifique de censure qu'il émet) ?

Il serait la cheville ouvrière *apparente* du déroulement du Journal : sa diachronie en personne. On peut alors penser naïvement qu'il n'aurait qu'une fonction didactique, de médiation à l'intérieur du médium entre le spectateur et l'événement. Mais voici : entre le spectateur et l'événement, il est plutôt interposé, il fait plutôt barrage que lien.

Un journaliste est là qui relie des morceaux de l'histoire *immédiate* : le grand Articulateur du soir, le grand Sutureur du sens. Mais où est-il exactement ? Il n'est pas loin comme l'événement, il est tout près, *presque dans* le salon bourgeois

ou la salle à manger des classes moyennes, il est avec nous, de notre côté, comme nous il *paraît voir* se dérouler le film des événements du monde, rabattant l'information vers nous (vers le sens commun) : de tout ce qui passe sur l'écran, il est le seul à rester *à la fin*. A revenir demain.

Le présentateur, dans le dispositif global, occupe une place stratégique : on ne lui demande pas essentiellement de commenter ou de relier, mais d'être là, de *jouer* devant le public (le rôle du *spectateur exemplaire du monde*). Il formule les remarques de bon sens qu'il est en droit d'attendre d'une majorité silencieuse dont il est le porte-silence : traversant, de connivence avec elle, les séquences télévisuelles, avec, selon les cas, les manifestations visibles d'ironie, d'indignation, de contentement, de chagrin ou de scepticisme dont il doit pouvoir assurer la simulation *la plus impressionnante*. Connivence d'autant plus nécessaire que ce que présente le récit (la fabulation) du Journal Télévisé pourrait, malgré tous les ménagements, faire *traumatisme*. Sous la fonction pédagogique, la suture médicale : leur annoncer la nouvelle doucement, sans les brusquer. Il prend d'ailleurs toujours soin, après la succession des crises et des catastrophes, de glisser dans la chaîne une séquence drôle ou optimiste. Répétez après moi : il ne faut pas désespérer. Information neutralisée dès son émission par la prise en charge officielle du sens qu'elle peut véhiculer, information montée en spectacle (la forme moderne de la contrainte, du contrôle social), où la « conscience » des spectateurs est présente dans le spectacle, mise en scène comme présentateur, leur épargnant la *peine* (et c'est bien sur *cette* économie pulsionnelle que s'appuie le dispositif) de la réfléchir ou de s'en distancier. Effet politique clair : une irresponsabilité draconienne. Dans le récit du Journal Télévisé le présentateur apparaît donc comme le proscripateur souriant d'une distanciation critique dont on sait que la télé, comme médium, ruine de toutes façons déjà la possibilité. Décérébration de longue haleine : ah, si Ubu avait su ça...

Les censeurs reconnus du contenu des programmes, les responsables du choix des informations (des censures) sont donc inessentiels dans la machine. Vous êtes assez plaisants, téléspectateurs assidus, mais critiques, de vous indigner de toutes les petites saloperies du pouvoir, de la complaisance de journalistes *visiblement* vendus et flagorneurs (que l'on se souvienne de Michel Droit, que l'on pense à Zitronne, quelles merveilles — mais chaque Président secrète à la télé quelques comparses de la même élasticité), bref de toutes les pratiques d'intox qui constituent le niveau le plus superficiel de la mystification.

Message latent du Journal Télévisé : le monde ne change pas. La preuve : le Journal Télévisé a lieu tous les soirs, le présentateur n'a pas bougé. A la préoccupation commune (« que mangerons-nous demain ? » — lire : qui mangerons-nous demain ?), il trouvera toujours, en pleine crise de l'énergie, au moment où tout fout le camp, l'air, l'eau, l'espace, la vie, une réponse *ferme mais rassurante*. Parfois le Président lui-même, le premier présentateur du Capital, se substitue à lui : l'impact est plus grand. L'accoutumance au spectacle laisse chacun devant son écran : également impuissant. Le même mouvement qui y imprime (y répète) notre dépendance y efface (y censure) jusqu'au désir de la *réplique*. De l'intervention politique. Forme souveraine de la contrainte du spectacle : la télé, le médium du Fatum.

J.M. GENG

Extrait d'un livre
« Censures » par J.M. Geng.

19

ARCHIVES GETAWAY

Radio Alice, radio libre, Collectif a/traverso, édition Jean-Pierre Delarge, juin 1977, titre original : Alice e' il diavolo, edition L'erba voglio.



Radio Alice. Bonjour.
Lundi 26 janvier.
Hier il neigeait.
Cette nuit il y aura
de la lune et le 31
elle sera pleine.
Nous sommes sous le signe
du Verseau
et les natifs de ce jour
sont sous l'influence du bleu-
ciel, influence favorable aux
grèves heureuses...
Ici nous sommes toujours à
Radio Alice,
dans notre tanière pleine
d'êtres étranges.
Une quantité de mégahertz
de type verseau. Les yeux
ailleurs et nos installations
sont aussi expérimentales
que nous.

**progetto per una
EMITTENTE
RADIO NEL
MOVIMENTO**

invitiamo tutti i compagni,
i collettivi autonomi, politici, musicali, ecc.,
lunedì 18 novembre alle ore 21,
all'assemblea operativa nei locali del circolo
politico **gatto selvaggio**, via quadri 5

BOLOGNE 1974

collettivo **controradio**



Désir de puissance du discours de l'ordre ou puissance du désir contre l'ordre du discours...

Le point de vue de l'autonomie sur cette question des moyens de communication de masse est que cent fleurs s'épanouissent, que cent radios transmettent...

La guérilla de l'information, le bouleversement organisé de la circulation des informations, la rupture du rapport entre émission et circulation des données... se situe à l'intérieur de la lutte générale contre l'organisation et la domination du travail...

L'interruption et la subversion des flux de production et de la circulation des signes émis par le pouvoir sont un terrain sur lequel on peut agir directement...

Il faut partir historiquement de la crise de l'extrême-gauche italienne après 72, en particulier d'un des groupes les plus vivants sur le plan aussi bien théorique que pratique : « Potere Operaio ». Toute une mouvance de l'extrême-gauche va donc se disperser lors de cette crise, mais c'est pour animer des mouvements de révolte dans différentes *autonomies* (nom que le vocabulaire italien donne aux

secteurs particuliers femmes, jeunes, homosexuels, etc.). Se créent alors des cercles politico-culturels comme à Bologne le « Gatto Selvaggio » (le chat sauvage) dont sortira, en 1974, l'initiative de Radio Alice.

Après la phase de dispersion s'ébauche un processus de recombinaison du mouvement (mot également très important dans le nouveau vocabulaire italien : Radio Alice est une radio dans le mouvement).

Après la suppression du monopole d'état, mille radios indépendantes vont se développer de l'extrême-gauche à l'extrême-droite ou se faisant les porte-paroles de tel ou tel secteur particulier.

L'originalité d'Alice est de dépasser le caractère purement « sociologique », pourrait-on dire, de ces dernières et de s'assumer comme projet.

Radio Alice rentre dans l'œil du typhon culturel — subversion du langage, parution d'un journal « A/traverso », mais elle est également directement plongée dans l'action politique qu'elle veut « transversaliser ».

Alice, A/traverso, rivista per l'autonomia, Potere Operaio, Rosso, giornale nel movimento - Agencement collectif d'énonciation. Théorie - technique - poésie - rêverie - mots d'ordre - groupes - sexe - solitude - joie - désespoir - histoire - sens - non-sens.

La véritable œuvre d'art est le corps infini de l'homme qui se meut à travers les mutations incroyables de l'existence particulière.

En finir avec le chantage à la misère. Valeur de désir ≠ valeur d'usage ≠ valeur travail. L'aristocratie ouvrière, le lumpen... Quelle misère ? Quel travail ? Réappropriation du temps. Le droit d'oublier l'heure.

— J'étais allongé sur mon lit.

— C'est bien camarade, tu étais fatigué et tu as le droit de te reposer...

— Pas du tout, je lisais !

— Tu as raison camarade, tu lisais pour élever ton niveau théorique et pour te préparer à de nouveaux combats...

— Je ne sais pas. Peut-être ! je lisais Diabolik...

En finir avec le chantage à la misère, la discipline du travail, l'ordre hiérarchique, le sacrifice, la patrie, les intérêts généraux. Tout ceci a fait taire la voix du corps. Tout notre temps, depuis toujours, est voué au travail, huit heures de travail, deux heures de transport, et puis repos, télévision, repas en famille. Tout ce qui ne se tient pas à l'intérieur de cet ordre est obscène pour la police et les magistrats.

Alice. Radio ligne de fuite. Agencement théorie - vie - pratique - groupe - sexe - solitude - machine - tendresse - caresse. En finir avec le chantage à la scientificité des concepts. Les « intellectuels organiques » sont les bureaucrates de la théorie. Tu comprends, mon

Le langage n'est pas un instrument neutre qui se plie à tout usage, un récipient qu'on peut remplir n'importe comment, avec de nouveaux contenus, tout en respectant le code de signification dominant pour lequel à tout signe correspond un objet et les signes se meuvent tous très éduqués et très ordonnés pour « démontrer » une vérité (qui ensuite serait toujours morale et révolutionnaire).

En conclusion le langage n'est pas un moyen mais une pratique, un terrain absolument matériel, qui modifie la réalité, le rapport de forces entre les classes, la forme des rapports interpersonnels, les conditions de lutte pour le pouvoir. Un terrain sur lequel se jouent de vraies batailles, sur lequel agissent de vrais désirs ; l'opération que le mouvement doit accomplir contre le langage codifié n'est pas la simple insertion de contenus nouveaux dans de vieux modèles de communications, mais c'est l'irruption du désir subversif dans l'organisation de la communication quotidienne. Ou, dit en d'autres termes, c'est l'irruption d'une modification réelle dans l'ordre des rapports entre communication et pratique.

Le langage n'est pas un moyen mais une pratique et le sujet historique émergent sur ce terrain parcourt d'une manière destructrice les formes codifiées de communication, transversalisant les ordres séparés. Dire que dans telle école le bureau du directeur a été occupé n'est pas important, ce qui est important c'est que ce soit les élèves qui l'ont occupé qui le disent, en téléphonant à la radio, en écoutant en même temps ce cri qu'eux-mêmes sont en train de transmettre. Faire de longs discours sur le blocage des salaires n'est pas important ; mais donner un magnétophone à un ouvrier qui l'introduit dans l'usine durant une manifestation ouvrière, qui multiplie sa rage en l'enregistrant, et le soir écoute l'enregistrement et intervient de nouveau en téléphonant à la radio.

Ce n'est pas important de ne faire que parler d'occuper des espaces autogérés, mais proposer par la radio une jam-session et trouver deux mille camarades qui dans un lieu convenu ont apporté des tambours, des guitares, des cerfs-volants, des violons et des flûtes et qui marchent en cortège dans la rue en criant « cette manifestation n'est pas autorisée ».

A ce point, rien n'est plus autorisé. Non à cause des contenus qui se transmettent, des slogans qu'on dit, des gens qui interviennent : mais surtout parce qu'à travers ce canal le désir parle, et c'est une voix inécoutable. Parce que l'insertion d'un micro d'Alice dans une situation va en faire émerger des usages subversifs, et parce qu'écouter Alice fait passer l'envie de respecter les temps de production.

A partir de cela RADIO ALICE a tracé d'elle-même, par son fonctionnement propre, ces points de discrimination – d'une manière matérialiste et non idéologique – sans avoir besoin de les annoncer de manière programmatique.

RADIO ALICE n'est pas la radio d'un groupe, parce que les groupes représentent une réalité politique ordonnée, constitutionnellement destinée à l'institutionnalisation ; car pour eux le nouveau dans le mouvement est toujours exprimé (linguistiquement, organisationnellement) à travers le produit du passé du mouvement.

Les groupes sont une organisation « propre », comme le sont les moyens de communication dans lesquels le Signifié exerce sa dictature. Là, le Signifié, garanti par le code, se tient au premier rang, et assume en lui-même le désir, en le dépouillant et en le réduisant – la compréhensibilité est garantie comme répétition, au prix d'une réduction du désir au silence, et de la subversion à l'ordre. La même chose arrive dans les formes organisatives dans lesquelles veille la dictature du signifié comme dictature de la politique. Tout est réduit aux catégories (compréhensibles parce que codifiées) du politique ; et la lutte de classe n'est admise que dans la mesure où elle rentre dans le code reconnaissable de l'institution politique.

Faire sauter la dictature du Signifié, introduire le délire dans l'ordre de la communication, faire parler le désir, la rage, la folie, l'impatience et le refus. Cette forme de pratique linguistique est l'unique forme adéquate à une pratique complexe qui fait sauter la dictature du Politique, qui introduit dans le comportement l'appropriation, le refus du travail, la libération, la mise en commun.

C'est pour tout cela que le rapport entre le mouvement et RADIO ALICE n'est garanti ni dans les messages qu'Alice transmet, ni même dans la démarche qu'elle-même propose – comme unité opérationnelle linguistique collective et subversive.

L'organisaon linguistique de l'instrument définit de fait un espace, trace ses propres discriminants. Ce qui est important, ce n'est pas qu'au micro viennent des camarades de différentes organisations (de Lotta continua aux Conseils d'usine, aux collectifs autonomes) ; ce qui est important c'est que personne n'ait pensé instaurer un rapport formel entre secteurs du mouvement, mais que le comportement du collectif de rédaction ait fait qu'émergent de manière partiellement spontanée, une rédaction étudiante, des rédactions féministes, une rédaction ouvrière, des rédactions informelles de jeunes prolétaires qui sont à la radio en permanence pour chercher une riposte aux problèmes d'organisation du mouvement et de transformation de la vie que la couche sociale dominante impose, et finalement une rédaction qui a donné vie à un centre de jeunes prolétaires, après en avoir préparé les conditions à la radio.

RADIO ALICE est anti-sectaire, parce que non-institutionnelle, mais elle est en même temps aussi anti-démocratique, au sens où l'organisation matérielle du moyen, le choix du délire qui se communique dans les transmissions en direct rend impossible l'usage de l'instrument par les mandarins de la participation. Les réformistes construisent des instruments d'expression et de communication – à Bologne en particulier ; mais ils les construisent pour conserver et répéter l'ordre des rôles et des fonctions. Pour que les ouvriers se reconnaissent comme producteurs, les femmes comme mères (responsables, certes !) , les jeunes comme studieux (critiques, mon Dieu !) et tous comme citoyens.

Mais quand les besoins autonomes se donnent une voix, qui est autonome parce qu'elle agit justement dans l'espace de ces besoins, sans se préconstituer un programme ou un langage, alors la commune nous refuse le Palais des Sports où nous voulions faire un concert pour nous financer, la presse nous attaque comme radio pornographique, comme radio obscène. Quand cette accusation (d'obscénité) nous a été lancée, nous avons été un peu déconcertés. Nous pensions à beaucoup d'accusations : pirates, suborneurs, communistes, subversifs, mais celle-ci nous ne l'avions pas prévue. Mais c'est naturel, c'est juste. Le langage, quand il se libère des refoulements qui le réduisent au code et tait parler le désir, le corps, est obscène (littéralement : obscène).

Saltarello della Tolfa
par les Chanteurs du
Latium

bande n° 3

Coca Cola douche des Fugs
en sourdine

Voix I - Ils parlent, ils parlent, OK ils parlent tout le temps. Ils lancent des signes, des mots, des morceaux de signes, des morceaux de mots, pour nous contraindre à accepter notre rôle de fils, de femmes, de pères, d'ouvriers, d'étudiants, pour nous enseigner à faire les beaux, à être disciplinés, à obéir, à travailler.

la musique reprend
s'estompe

Uguaglianza pour violons
des « chevaux de troie » de
Pietrangelli, en sourdine

Voix I - Lama (1) a dit : « quels sont ces jeunes s'ils ne travaillent pas ; au travail les jeunes même pour deux, trois mille lires par jour. Quels citoyens aurons-nous demain, des vagabonds, des apaches, des absentéistes. Celui qui étudie doit étudier et celui qui travaille, travailler ; les choses faites

à moitié ne me plaisent pas. Hier au palais Pitti ma femme voulait voir une exposition et elle n'a pas pu entrer parce que les gardiens étaient occupés ailleurs ».

Comico de Enzo del Re
en sourdine

Voix I - Ils parlent, ils parlent, ils parlent économie, ordre, démocratie mais tout ça ce sont des choses qui ne nous concernent pas ; ils veulent que nous retournions travailler encore une fois, silencieux, tranquilles et disciplinés. Pour eux, pour ceux qui parlent, parlent, à la radio, à la télévision, dans les journaux, dans les chaires et ainsi de suite, seule la chaîne de montage doit parler. Travailler toute la vie attachés à une chaîne de montage, en échange d'un salaire.

Le Barbier de Séville
ouverture de Rossini
en sourdine

Voix I - Les machines parlent, elles parlent un langage de fer toujours égal, ils l'ont préparé, perfectionné, une fois pour toutes. Et nous là à répondre aux ordres que les machines en silence continuent à donner.

En novembre 1974 nous achetions un émetteur pour un peu plus de 300 000 lires.

« Les moyens de communication électroniques ont aboli la propriété parce qu'ils sont sales par nature : et ceci fait partie de leur pouvoir de production. Leur structure même est anti-sectaire, autre motif pour lequel la gauche, en tant qu'elle n'est pas disposée à remettre en discussion ses traditions, ne sait que faire de tels moyens. L'aspiration à une ligne clairement définie, sans déviations, est anachronique, elle sert seulement notre besoin de sécurité » (H.M. Enzensberger *Fondements d'une théorie socialiste des moyens de communication de masse*).

Le point de vue de l'autonomie sur cette question des moyens de communication de masse est que cent fleurs s'épanouissent, que cent radios transmettent. Le problème de la communication n'a pas été jusqu'ici abordé par le mouvement de manière spécifique. On portait uniquement l'attention sur le contenu de la communication, sur ce qui devait être dit, sans jamais prêter attention au rapport entre le contenu et la forme de la communication, sans approfondir le fait que, si le sujet qui parle se transforme, alors la forme, l'instrument, le mode de production, circulation, réception du message doit changer.

L'hypothèse selon laquelle la structure du moyen conditionne de manière équivoque le sens de la communication est fautive, mais il est aussi faux de penser que les contenus du message peuvent changer sans aucune transformation du porteur. Il faut sortir de l'idéologie idéaliste de la forme et du contenu ; si le sujet qui communique est transformé, les conditions matérielles et idéologiques de la communication se transforment aussi.

Pensée du matin, soyez sûrs qu'elle grandira : le diable
on n'arrive pas même à le regarder en face, parole de ZUT.
Etant donné que nous avons décidé de parler
avec la voix menaçante des luttes
avec la voix menaçante de ceux
à qui la parole a été ôtée
Etant donné que nous avons décidé
de parler d'une voix inécoutable
du besoin, de la rage, du refus
étant donné que nous avons décidé
que se rebeller est juste
« Tirez à brûle-pourpoint
visez à la racine »

Etant donné qu'en conséquence
policiers et bureaucrates tentent
de nous étrangler avec les sanctions économiques
Alors maintenant nous réclamons
à vous tous qui n'avez pas
d'autre richesse que votre envie

de changer la forme de la vie
de nous aider à rompre l'embargo
des sbires louches aux sombres habits
campés sur le bord du cerveau
en équilibre, les pieds pendants
au-dessus de l'horrible gouffre
Cet argent c'est le dernier signe
du pouvoir qui veut réduire toute la vie
à un salaire

Cet argent c'est comme la prison
comme l'arme pointée sur la foule
comme le code Rocco, cet argent
c'est la vérité qui se cache
derrière la voix hypocrite qui dit
des paroles vides sur la soi-disant
liberté d'opinion
Radio Alice est pauvre

Italie

Au cours des 18 derniers mois, on a vu en Italie une «épidémie» d'émetteurs libres en FM, avec un accroissement particulièrement spectaculaire depuis la décision du conseil constitutionnel en juin 76 déclarant le monopole de la RAI anticonstitutionnel.

Les premiers émetteurs, rappelons le, commencèrent leurs émissions à partir de mansardes avec un matériel de fortune. Actuellement, il y a 2000 postes en FM et 200 émetteurs TV privés, la plupart à but commercial. Environ 150 des émetteurs FM se sont regroupés au sein de la FRED (fédération des émetteurs démocratiques) pour lutter contre cette main mise du fric sur « l'information ». Il faut bien avouer que la plupart de leurs programmes sont plus écoeurants que RMC. La vente des postes FM a augmenté de 60%. Signalons l'attitude fort sympathique de l'état français ; en effet, dès que des stations italiennes ont émis en français en direction de la France, un remarquable brouillage a été mis en place couvrant sans trou la bande 100-104 Mhz sur toute la région. UN REMARQUABLE EXPLOIT TECHNIQUE (alors que les programmes d'Antenne 2 sont repris dans toute l'Italie par des stations TV sans problèmes).

Au printemps 77, Radio-Alice a été occupée et fermée par la police,
victime d'avoir trop osé
victime de trop de désirs réalisés
décidément, è pericoloso sporgersi

«Les Untorelli», *Recherches*, n° 30, novembre 1977, pp. 27 à 31

Les dernières voix diffusées par Radio Alice, samedi
12 mars, à 23 h 15 :

La transmission commence avec des bruits de fond,
un grand bordel, chaises déplacées, gens qui
bougent dans la pièce. On entend la sonnerie du
téléphone :

– Alice ?
– Raccroche. Il y a la police. Nous avons besoin du
téléphone.

– Allons au-dessus, fouillons.
– Doucement les gars.

A nouveau le téléphone :

– Allô, Alice ?
– Oui, il y a la police, si tu trouves quelqu'un du
collectif juridique de défense, immédiatement ici !
– Non, ne vous échappez pas par la fenêtre, s'il
vous plaît !

(Bordel.)

– Ecoute, c'est important, laisse tomber, je t'en prie.
Attention, à tous les avocats, à tous les camarades
qui nous entendent, qui se mettent en communication
avec les avocats, attention à tous les camarades qui
tentent de se mettre en communication avec l'avocat
Insolera et avec les autres du collectif juridique de
défense.

(Voix de fond) :

– La police tire, on nous tire dessus !
– Daniela, si tu es à la radio, reste calme !
– Non, où allez-vous, donne-moi le numéro de
téléphone.
– Celui-ci est bon, celui-ci Gamberini 51...
– 51...

Encore un appel de Radio Alice, Radio Alice a
la police devant la porte, tous les camarades du
collectif juridique de défense se précipitent ici Via

Pratello.

Une camarade :

– Et maintenant ils cassent...

Personne ne répond.

– A terre !

(le téléphone sonne)

– Allô. oui.

– Police : ouvrez ! (grand bruit)

– Mauro, écoute ! (le bruit augmente). Il y a la police
ici. On attend les avocats.

– Attention, ici Radio Alice. Il y a la police qui essaie
de défoncer la porte en ce moment (bruit)...

– Je ne sais pas si vous entendez les coups à travers
la radio (bruits de fond confus). Baisse la chose...

– Ecoute, il y a la police à la porte qui essaie de
défoncer. Ils braquent leurs armes, je me refuse
d'ouvrir, je leur dis que je n'ouvrirai pas tant qu'ils
ne baisseront pas les revolvers et qu'ils ne montreront
pas les mandats.

– Puisqu'ils ne baissent pas les armes, je leur dis que
nous n'ouvrons que lorsque l'avocat sera là.
(téléphone)

– Ecoute, s'il te plaît, peux-tu venir d'urgence, je t'en
prie, d'urgence, je t'en prie... ils ont les revolvers et
les gilets pare-balles et toute cette merde... Rue Del
Pratello 41... O.K. on t'attend... Ciao.

– Dis-lui... Mauro ! reste couché ! ! !

Un camarade crie à la police :

– Les avocats ! Un moment, les avocats sont en train
d'arriver.

(On entend une sonnerie insistante.)

Un camarade :

– Téléphone !

Un autre camarade :

– Après, quand il y aura les avocats. (Encore le
téléphone.)

– Nom de Dieu, nous avons la police ici à la porte, raccroche le téléphone, s'il te plaît.

– Attention, ici toujours Radio Alice, nous avons la police devant la porte (sonnerie) avec les gilets anti-balles, les revolvers à la main et tout le bordel. On attend les avocats. Nous nous refusons absolument de faire entrer la police tant que nos avocats ne seront pas ici. Puisqu'ils braquent leurs armes, ce sont des choses qu'on ne peut absolument pas accepter... Bon, je prie les camarades de Radio Città, s'ils veulent bien nous donner le signal par radio, je les écoute.

– Tous les camarades, tous les camarades à Piazza Maggiore avant minuit, absolument. Radio Città doit nous téléphoner ici à Radio Alice.

– Allô ?

– Radio Città doit téléphoner à Radio Alice, s'il vous plaît, s'il vous plaît. Que Radio Città téléphone ici à Radio Alice, s'il vous plaît, ou bien qu'on nous confirme d'être à l'écoute, d'être à l'écoute et de retransmettre cette chose. Eh... à travers la radio, s'il vous plaît... on est à l'écoute. Mais on n'arrive pas à comprendre si c'est toujours nous ou si c'est eux qui transmettent, s'il vous plaît. Radio Città, donnez la voix. Merci.

Un camarade :

– Téléphone !

– Radio Città, fais attention, alors, amis de Radio Città. Téléphonnez ! Camarades...

Un camarade :

– Téléphone ! Allô ?

– De toutes manières, camarades, la situation est stable.

– Madame, on est seulement en train d'attendre les avocats.

– La situation est stable, la police est toujours dehors qui attend pour rentrer, toujours avec les gilets anti-balles, toujours les armes braquées.

– Attends, quelqu'un arrive...

– Ils ont dit qu'ils défonceront la porte et un tas de choses comme ça (voix). On est assiégé par la police à la manière, je ne sais pas si vous avez vu le film, eh... Merde, qu'est-ce que c'était que ce mm?... celui sur l'Allemagne... Le cas Katharina Blum... voilà les mêmes casques, les mêmes gilets anti-balles, les Beretta braqués et tous ces trucs, vraiment absurde, vraiment incroyable (voix), vraiment c'est du ciné (encore des voix de fond), ma parole, s'ils ne frappaient pas à la porte, je me croirai au cinéma... (Sur le fond) :

– Je ne l'ai pas sous la main, personne n'a le numéro de Radio Città ?

– 34.64.58.

– On attend encore un camarade, on est quatre ici à la Radio qui, rien... on est quatre, nous faisons le travail de contre-information, on est ici, on attend la police pour voir ce qu'ils vont faire (voix excitées et

bruit), pour le moment ils paraissent tranquilles, ils ne font pas tellement de bordel, ils se sont calmés, ils ont cessé de taper contre la porte, probablement ils la considèrent très solide... Eh, donne-moi un disque, nom de Dieu, on passe un peu de musique. (téléphone).

– Alice...

– Le téléphone ici ne cesse de sonner... vraiment... voilà... Beethoven ça nous va, bien, sans ça, mon cul...

– Non, Calimero est parti, oui... (sur le fond : Nom de Dieu !).

– Non, écoute, je suis ici seul, il y a la police ici. (musique).

Un peu de musique sur le fond (la musique continue).

– Je ne le sais pas, écoute, je ne sais même pas si j'irais dormir cette nuit... quel emmerdement, aussi... (On entend du bordel et des coups très forts.) Donc la police a recommencé à taper à la porte, ils crient pour se faire ouvrir.

– Ils arrivent !!! Ils arrivent !!!

– Fais attention ! Reste couché !!!

– Police : ouvrez, nom de Dieu, ouvrez !!! (On entend un gros bordel.)

– Les avocats sont en train d'arriver, attendez cinq minutes, ils sont en route.

– Police : on rentre, soyez prêts !!!

Les seuls commentaires sont :

– Nom de Dieu, ouvrez, et d'autres jurons...

Un camarade répond au téléphone :

– Alice !

– Police : haut les mains, mains en l'air !

– Je ne connais pas Alberto, non, je suis Matteo, il y a la police... (bordel).

– Ils sont rentrés, ils sont ici !!!

– Ils sont rentrés !!! Ils sont rentrés !!! On a les mains en l'air, ils sont rentrés, on a les mains en l'air...

– Voilà, ils ont arraché les micros...

Police : haut les mains !

On a les mains en l'air. Ils nous ont dit que c'est un lieu de conspiration...

« Les résultats effectifs de la radio sont affligeants, mais ses possibilités sont ' infinies ' : la radio est donc une bonne chose »¹
La Radio serait-elle une invention antédiluvienne ? Bertolt Brecht

Le conditionnement et la manipulation étant désormais des éléments vitaux pour les sociétés néo-capitalistes, il est de plus en plus fait appel aux appareils d'information pour assurer le respect des normes, l'apprentissage des pratiques sociales, la soumission au statu quo, qui permettent la reproduction du système. Par leur action idéologique d'encadrement, tous les media participent, chacun à sa manière, de cette entreprise complémentaire de celle de la famille et de l'école².

A la suite de cette prise de conscience faite à l'occasion de Mai 68, de petits groupes vont se constituer, parfois autour de revues, parfois au sein même d'organisations politiques, se fixant pour but la connaissance, l'analyse et l'explication de ces appareils et de leur fonctionnement. Parallèlement, ces mêmes groupes vont commencer un travail de recherche, de vulgarisation et d'expérimentation de systèmes alternatifs. C'est alors que très vite, la radio va apparaître aux yeux de beaucoup comme le medium alternatif par excellence.

MARX CONTRE MAC LUHAN

M. Pierre Miquel, auteur d'une très officielle Histoire de la radio et de la télévision, commence son ouvrage par ce paragraphe :

« La radiodiffusion comme la télévision sont des découvertes qui caractérisent la civilisation industrielle, au même titre que les diverses machines du monde moderne. Elles s'insèrent dans l'étonnante succession des inventions à conséquences multiples qui se sont succédées à un rythme de plus en plus rapide depuis un demi-siècle. Comme le téléphone et le moteur à deux temps, elles sont étroitement conditionnées par la technique qui leur donne une facture et une vocation universelle ».

Quelques lignes plus bas, il poursuit :

« La vocation des radios et des télévisions n'est pas moins universelle que leur fabrication. La conformité technique s'accompagne d'une conformité de contenu. Que l'on crée une station de radio sous les tropiques ou dans l'Alaska, la vocation de cette station sera sensiblement équivalente à celle des stations existant déjà ailleurs dans le monde : information, acculturation, conditionnement ».

Pour nous, ce ne sont pas les media qui déterminent les rapports sociaux, mais les rapports sociaux qui déterminent l'apparition, l'évolution, la disparition des media. Il en est ainsi pour toutes les techniques. Comment expliquer sinon que des inventions restent des siècles sans trouver la moindre application... jusqu'au jour où le développement économique, l'état des rapports sociaux font apparaître de nouveaux besoins qui prennent en compte ces découvertes. Nous poserons donc comme premier non pas le medium, mais la société dans laquelle il s'inscrit, les conditions économiques, sociales et politiques dans lesquelles il voit le jour. Pour nous ce n'est pas l'évolution des technologies, encore moins celle des modes de communication, qui est le moteur de l'histoire, mais la lutte des classes.

[..]

D'autre part, la radio n'est pas subversive en elle-même ; ce n'est qu'une certaine utilisation de la radio qui peut être subversive, utilisation largement déterminée par le contexte dans lequel elle a lieu. [...] En outre, lorsqu'un système d'information nouveau réussit à se mettre en place, surtout s'il continue à subir la concurrence des media traditionnels de la bourgeoisie, sa marge de manœuvre est étroite. Il doit éviter deux écueils qui ne pardonnent ni l'un, ni l'autre :

- d'un côté, la simple inversion des signes du message bourgeois, qui ne change guère les habitudes du récepteur, mais ne remet nullement en cause le mode de communication et d'information, et risque d'aboutir à des résultats allant à l'encontre des objectifs poursuivis (cf. Mattelart et l'exemple de l'utilisation des media par les forces de l'Unité Populaire au Chili).

- de l'autre, une réorganisation totale de la communication parfaitement volontariste et en complète contradiction avec le système dominant. Cela ne peut aboutir qu'à une minorisation du nombre des récepteurs et à une coupure avec les masses. On peut se demander à ce sujet si la subversion totale du message à la manière dadaïste, la fin de « la dictature du Signifié » que les théoriciens de Radio Alice appellent de leur vœux, peut être acceptée par un public autre d'une avant-garde intellectuelle.

Entre ces deux écueils, la voie est finalement assez étroite. Mais encore un fois tout dépend de la situation politique. Pendant l'été 75, les masses portugaises étaient parfaitement prêtes à recevoir le message de Radio Renaissance ; elles ne le seraient sans doute plus aujourd'hui. Dans l'Italie du compromis historique, à Bologne en particulier, fief du PCI, une frange non négligeable de laissés pour compte, chômeurs, étudiants sans ressources, marginaux, se reconnaît dans Radio Alice. Dans la France giscardienne de 1977, dans une situation politique instable, il y a sans doute place pour des « radios libres » à la mode française.

On a quelques idées – assez peu finalement – sur ce que pourrait être une radio de subversion de l'ordre établi, une radio « de transition ». On n'en a pratiquement pas sur ce que pourrait être une radio dans un ordre social totalement différent, sans concurrence de la radio bourgeoisie... Mais chaque chose en son temps ! »

(1) Bertolt BRECHT : Sur le cinéma, *Écrits sur l'art et la littérature I*. L'Arche éditeur, Collection « Travaux » n. 7, Paris 1970, p. 128.

(2) Poussant à l'extrême la découverte toute nouvelle du rôle de l'idéologie, certains groupes politiques, renonçant en cela à la théorie marxiste, iront même jusqu'à affirmer que l'oppression et l'aliénation sont essentiellement d'ordre idéologique, privilégiant dès lors les luttes se situant au niveau des superstructures, et abandonnant les luttes économiques. »

